

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL

DES NATIONS UNIES



NATIONS UNIES

Rapport Annuel

2008

TABLE DES MATIERES

- INTRODUCTION DE L'ADMINISTRATEUR
- PARTICIPANTS
- BÉNÉFICIAIRES
- SITUATION FINANCIÈRE
- ETATS FINANCIERS
- PLACEMENTS
- QUESTIONS ACTUARIELLES
- QUELQUES DATES IMPORTANTES
- DOCUMENTATION D'ORIENTATION FONDS DE SECOURS
- PRINCIPAUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET DES COMITÉS

INTRODUCTION DE L'ADMINISTRATEUR

J'ai le plaisir de vous présenter le septième rapport annuel de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Ce rapport complète les renseignements détaillés figurant dans la lettre annuelle qui est envoyée chaque année aux participants et aux bénéficiaires et qui peut être consultée sur le site Web de la Caisse.

Le rapport annuel 2008 passe en revue les différentes activités de la Caisse et attire l'attention sur certains points importants qui présentent un intérêt particulier pour nombre de ses partenaires.

L'année 2007 a été marquée par plusieurs initiatives remarquables.

La Caisse a effectué sa première étude formelle de la gestion actif-passif, qui a confirmé de manière indépendante que le processus d'évaluation actuarielle est solide, que le financement des engagements est correctement assuré et que la structure des placements financiers est bien adaptée. De toute évidence, ce sont là de bonnes nouvelles pour les participants, les bénéficiaires et les autres parties prenantes.

La Caisse a aussi mené une étude sur la conception et le calendrier de mise en œuvre d'un nouveau système intégré d'administration des pensions qui modernisera l'ensemble de l'infrastructure de gestion et permettra de fournir des services nouveaux et améliorés aux clients de la Caisse.

Parallèlement à ces projets de première importance, la Caisse a obtenu en 2007 des résultats de gestion remarquables, et certaines décisions ont été prises qui méritent d'être soulignées:

- L'investissement des avoirs de la Caisse a continué de donner de très bons résultats, avec une augmentation de la valeur de marché des placements, qui est passée de 36,3 milliards de dollars à la fin de 2006 à 41,4 milliards de dollars à la fin de 2007;
- L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) est devenue la vingt deuxième organisation membre de la Caisse;
- Un Comité d'audit a été créé par le Comité mixte ce qui contribue à renforcer les mécanismes de gouvernance de la Caisse;
- Le bureau de Genève a déménagé dans de nouveaux locaux mieux adaptés et une nouvelle organisation de l'unité chargée du service aux clients a été mis en place;
- Le régime des prestations a été amélioré à la suite de la décision prise par le Comité mixte d'une part d'abaisser encore la réduction opérée lors de l'ajustement initial à l'indice des prix à la consommation après la cessation de service et d'autre part d'élargir les droits des participants à restitution.

Les opérations de la Caisse ont continué d'afficher une progression sensible pendant l'année, le nombre de participants et de bénéficiaires atteignant respectivement 106 600 (+8,3 %) et 58 100 (+2,5 %).

À tous nous nous efforçons de fournir des services de qualité et d'assurer un versement ponctuel des prestations, car nous sommes résolus à faire de la Caisse un organisme axé sur les services à ses clients. En 2008 des progrès seront encore réalisés en ce sens avec la présentation au Comité mixte de la troisième Charte de management de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui énoncera les défis à relever par la Caisse et définira les stratégies et plans d'action détaillés à mettre en œuvre pour ce faire.

On trouvera d'autres informations utiles sur les activités de la Caisse sur notre site Web (www.unjspf.org) qui comprend des nouveautés comme le système d'estimation des prestations dans le cadre de la double filière et le système de suivi des certificats d'ayant droit, afin de fournir à nos clients des services plus facilement accessibles et améliorés.

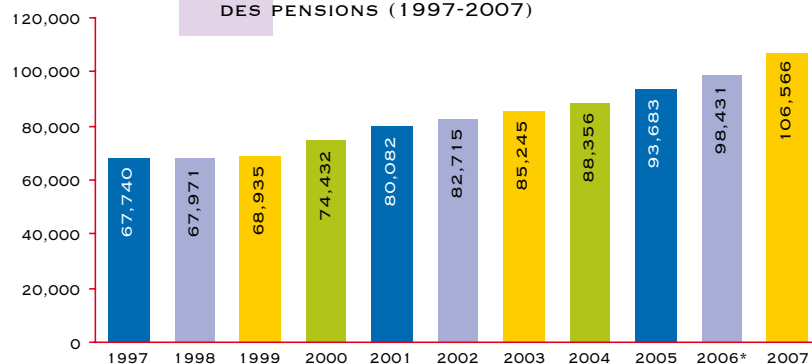
Je tiens à remercier chacun d'entre vous, partenaires de la Caisse, de votre soutien constant et de la part que vous prenez à la réalisation de nos objectifs communs.

Bernard Cochemé
L'Administrateur de la Caisse commune des pensions
du personnel des Nations Unies

PARTICIPANTS

Au 31 décembre 2007, le nombre des participants actifs avait encore augmenté, s'établissant à 106 566, contre 98 431 à la fin de l'année 2006, ce qui représente une croissance record de 8,3 % pour une année. Cette augmentation était due en grande partie à l'adhésion, le 1^{er} janvier 2007, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui avait amené 2 059 nouveaux participants. La répartition des participants en service dans les 22 organismes affiliés à la Caisse était la suivante: Organisation des Nations Unies: 74 575; Organisation mondiale de la santé: 10 157; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: 5 735; Organisation internationale du Travail: 3 366; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture: 2 526; Agence internationale de l'énergie atomique: 2 273; Organisation internationale pour les migrations: 2 059; Organisation mondiale de la propriété intellectuelle: 1 134; Union internationale des télécommunications: 843; Organisation de l'aviation civile internationale: 795; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: 759; Cour pénale internationale: 719; Fonds international de développement agricole: 519; Organisation maritime internationale: 337; Organisation météorologique mondiale: 332; Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie: 177; Organisation mondiale du tourisme: 100; Centre international d'études pour la préservation et la restauration des biens culturels: 38; Union interparlementaire: 45; Tribunal international du droit de la mer: 36; Autorité internationale des fonds marins: 29; Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes: 12.

ÉVOLUTION DU NOMBRE TOTAL DE PARTICIPANTS ACTIFS À LA CAISSE DES PENSIONS (1997-2007)

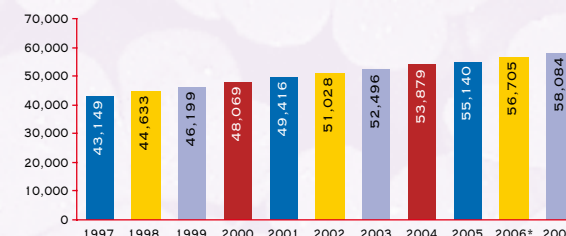


* LE CHIFFRE DE 2006 A ÉTÉ RÉVISÉ À LA BAISSE: 98 431 AU LIEU DE 98 433 (-2).

BÉNÉFICIAIRES

Au 31 décembre 2007, la Caisse servait 58 084 prestations périodiques, qui se répartissaient comme suit: 19 482 pensions de retraite; 13 074 pensions de retraite anticipée; 6 782 pensions de retraite différée; 8 966 pensions de veuve; 631 pensions de veuf; 1 106 pensions d'invalidité; 8 001 pensions d'enfant et 42 pensions de personne indirectement à charge.

AUGMENTATION DU NOMBRE TOTAL DE PRESTATIONS PÉRIODIQUES SERVIES PAR LA CAISSE DES PENSIONS (1997-2007)

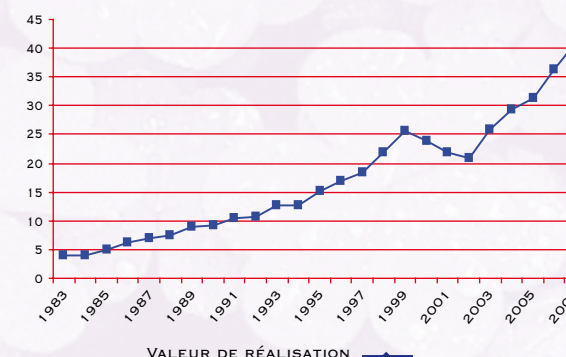


* LE CHIFFRE DE 2006 A ÉTÉ RÉVISÉ À LA BAISSE: 56 705 AU LIEU DE 56 718 (-13).

SITUATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Caisse sont signés par l'Administrateur et vérifiés tous les deux ans par un comité externe de commissaires aux comptes. Au cours de l'exercice biennal 2006 2007, la Caisse a connu une augmentation de 13,8 % du nombre de participants actifs, qui est passé de 93 683 au 1^{er} janvier 2006 à 106 566 au 31 décembre 2007. Le nombre de pensions servies a également augmenté (de 5,3 %) pendant la même période, passant de 55 140 à 58 084. Le montant total des pensions servies (sans les ajustements de change) est passé de 2 milliards 706 millions de dollars pour l'exercice biennal se terminant au 31 décembre 2005 à 3 milliards 179 millions de dollars pour l'exercice biennal se terminant au 31 décembre 2007, soit une augmentation d'environ 17,5 %. Les prestations ont été versées dans 15 monnaies différentes. Le montant total des dépenses engagées au titre des prestations et des frais d'administration et de gestion du portefeuille, à savoir 3 milliards 289 millions de dollars, a dépassé d'environ 153 millions celui des recettes provenant des cotisations. Le montant des cotisations reçues est passé de 2 milliards 612 millions de dollars pour l'exercice biennal qui a pris fin le 31 décembre 2005 à 3 milliards 136 millions de dollars pour celui qui a pris fin le 31 décembre 2007, ce qui représente une augmentation d'environ 20,1 %. La valeur de réalisation des actifs de la Caisse est passée de 31 milliards 428 millions de dollars au 31 décembre 2005 à 41 milliards 381 millions au 31 décembre 2007, progressant d'environ 31,7 %. Le graphique ci-après montre son évolution de 1982 à 2007.

VALEUR DE RÉALISATION DES ACTIFS DE LA CAISSE DU 31 DÉCEMBRE 1982 AU 31 DÉCEMBRE 2007 (EN MILLIARDS DE DOLLARS DES ÉTATS UNIS)



ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF ET ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

pour les exercices qui ont pris fin le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2005

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2005

ACTIF	2006-2007	2004-2005
Liquidités et dépôts à terme	160 955 892	286 794 023
Placements	30 058 248 484	23 020 984 721
Comptes débiteurs	462 541 998	299 400 577
Prestations servies par anticipation	17 735 988	17 949 758
TOTAL	30 699 482 362	23 625 129 079
PASSIF ET CAPITAL DE LA CAISSE		
Passif	116 062 532	60 857 794
Capital de la Caisse	30 583 419 830	23 564 271 285
TOTAL	30 699 482 362	23 625 129 079

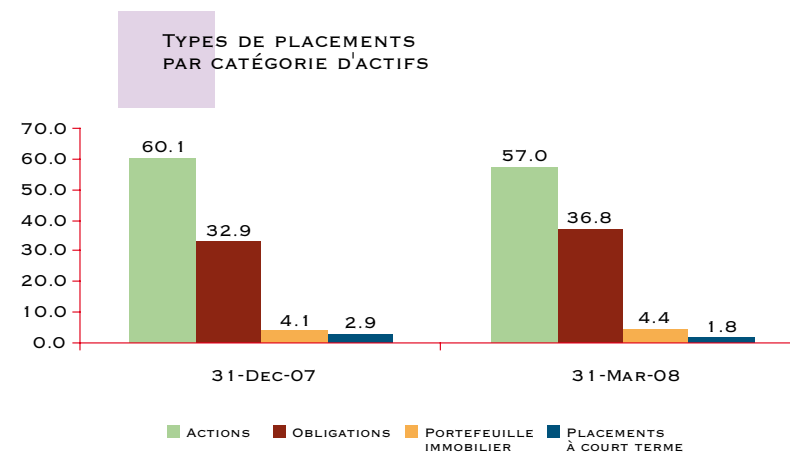
ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2005

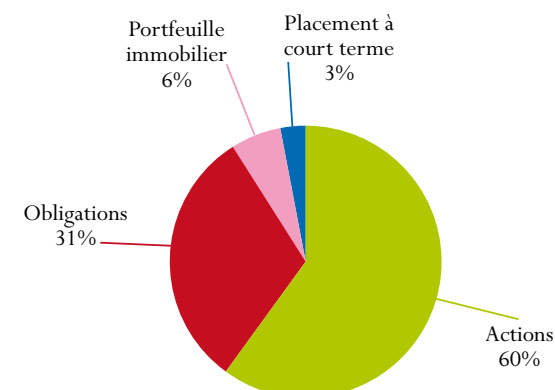
RECETTES	2006-2007	2004-2005
Cotisations des participants	1 054 767 004	872 770 813
Cotisations des organismes affiliés	2 077 987 658	1 736 320 145
Cotisations reçues en application d'accords de transferts de droits à pension	3 049 312	1 832 563
Excédent des cotisations calculées sur la base de la valeur actuarielle par rapport aux cotisations ordinaires	433 643	677 888
Revenu des placements	7 168 506 562	4 409 631 399
Recettes diverses	24 896 684	17 240 187
TOTAL	10 329 640 863	7 038 472 995
DÉPENSES		
Prestations versées	3 188 577 877	2 706 826 251
Dépenses d'administration	100 219 216	101 629 535
Fonds de secours	71 769	59 184
Ajustements sur exercices antérieurs	21 623 456	57 635 643
EXCEDENT NET DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	7 019 148 545	4 172 322 382

PLACEMENTS

Au 31 mars 2008, la valeur de réalisation des actifs de la Caisse s'établissait à 40 milliards 588 millions de dollars des États-Unis, ce qui représente une diminution de 1 milliard 110 millions (soit 2,7 %) par rapport au 31 décembre 2007, date à laquelle elle était de 41 milliards 698 millions de dollars. En pourcentage, la répartition des actifs était la suivante :



DIRECTIVES CONCERNANT LA RÉPARTITION À LONG TERME

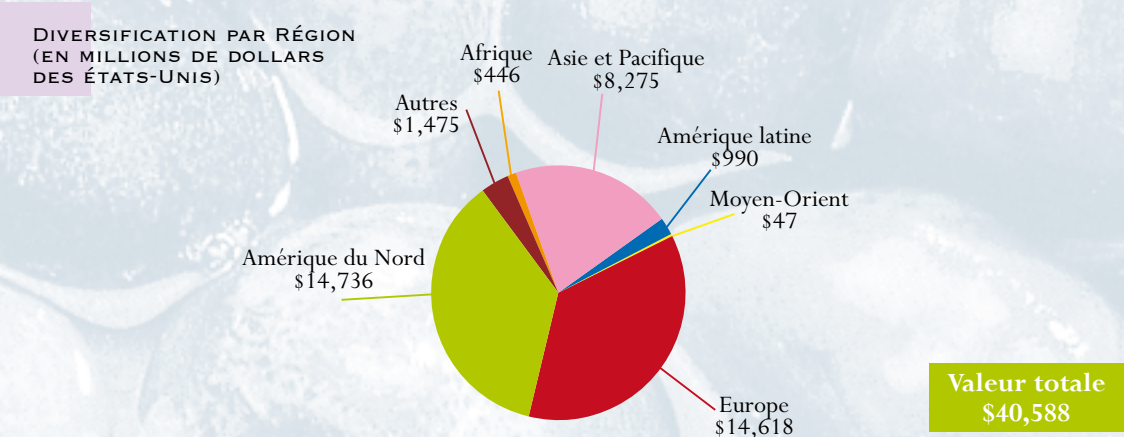


Pour le trimestre qui a pris fin le 31 mars 2008, le rendement total a été de -2,7 %, ce qui est supérieur à celui de -3,5 % du nouvel indice de référence de 81 points de base. Le passage d’une gestion passive à une gestion active a permis de gagner 337 millions de dollars pour le trimestre. Le rendement a été supérieur au nouvel indice de référence comme à l’ancien sur un an, trois ans et cinq ans. Le tableau ci-après permet de comparer les résultats de la Caisse au nouvel indice de référence (composé à 60 % du Morgan Stanley Capital International All Country World Index, à 31 % du Lehman Global Aggregate Bond Index, à 6 % du National Council of Real Estate Investment Fiduciaries Open End Diversified Core Index, et à 3 % de l’indice des bons du Trésor des États-Unis à quatre-vingt-onze jours) ainsi qu’à l’ancien indice (composé à 60 % du Morgan Stanley Capital International World Index et à 40 % du Citigroup World Government Bond Index).

Rendement au 31 mars 2008 (en pourcentage)				
	Q1	1 an	3 ans	5 ans
Caisse (total)	-2.7	8.1	11.6	14.6
Indice de référence*	-3.5	5.2	10.3	14.0
Caisse moins indice de référence	0.8	2.9	1.3	0.6
* Nouvel indice de référence: actions: 60 % (indice MSCIAC World); obligations: 31 % (indice LB AGG); portefeuille immobilier: 6 % (indice NCREIF); liquidités: 3 % (bons du Trésor à quatre-vingt-onze jours).				
Ancien indice de référence 60 % d’actions, 40 % d’obligations	-1.7	6.2	9.2	13.3

DIVERSIFICATION

Au 31 mars 2008, la Caisse possédait des actifs dans 47 pays et dans sept institutions internationales/régionales, dans 27 devises différentes. Le diagramme ci-après indique la valeur des placements par région.



L’objectif de la Caisse à long terme est de parvenir à un taux de rendement réel, corrigé de l’inflation, de 3,5 %. Le taux de rendement réel est le taux nominal corrigé de l’indice des prix à la consommation (IPC) des États-Unis. Depuis 1960, le taux annuel de rendement des placements de la Caisse a évolué comme suit:

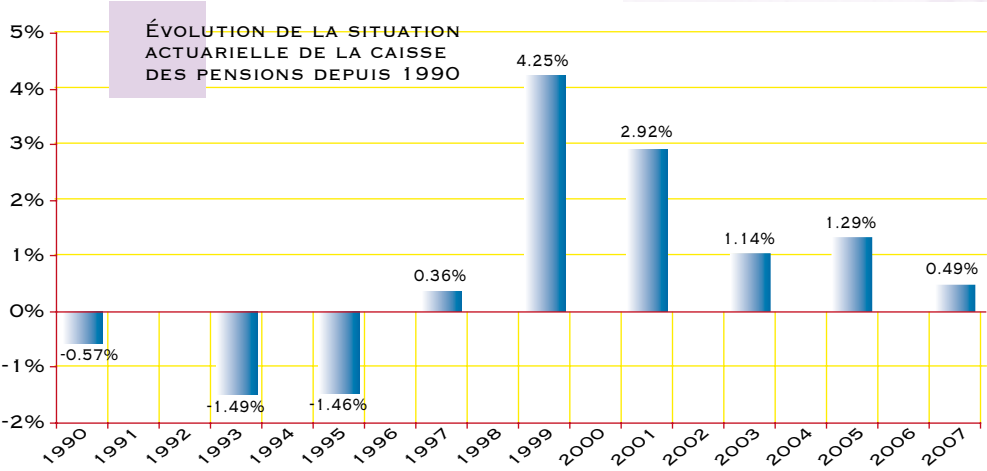
Taux de rendement annualisés au 31 mars 2008 (en pourcentage)									
	1 an	3 ans	5 ans	7 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans	Depuis 1960
Taux de rendement nominal de la Caisse	8.1	11.6	14.6	9.7	7.9	9.4	9.3	10.9	8.8
Indice des prix à la consommation des États-Unis (IPC)	4.0	3.4	3.0	2.8	2.8	2.7	3.1	3.2	4.2
Taux de rendement réel*	4.0	7.9	11.2	6.7	4.9	6.5	6.1	7.5	4.4
Excédent**	0.5	4.4	7.7	3.2	1.4	3.0	2.6	4.0	0.9
*Corrigé de l’IPC des États-Unis.									
**Rendement réel moins 3,5 %.									

On voit que, pour toutes les périodes considérées, la Caisse a atteint son objectif à long terme. Annualisé, le taux de rendement nominal sur dix ans s’établit à 7,9 %, le taux de rendement réel à 4,9 %, et l’excédent à 1,4 %. Au cours des quarante-huit dernières années, la Caisse a réalisé un taux de rendement total de 8,8 %, soit un taux de rendement réel (corrigé des variations de l’IPC des États-Unis) de 4,4 %. Ce taux de rendement réel est supérieur à l’objectif à long terme, fixé à 3,5 %.

QUESTIONS ACTUARIELLES

Les services actuariels sont fournis par le cabinet Buck Consultants. Un comité d'actuaire, composé de sept actuaires indépendants, est également constitué sur la recommandation du Comité mixte. Le Comité d'actuaire a pour rôle de conseiller le Comité mixte sur les questions actuarielles découlant de l'application des statuts de la Caisse. Il examine aussi le travail de l'Actuaire conseil et évalue les services que celui-ci fournit à la Caisse. Ses membres sont originaires des cinq régions du monde.

Évaluation actuarielle : L'évaluation actuarielle effectuée par l'Actuaire conseil a été arrêtée au 31 décembre 2007. Elle a fait apparaître un excédent actuariel pour la sixième fois de suite. Celui-ci représentait 0,49 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension. Un excédent de 0,49 % signifie que le taux de cotisation théoriquement requis pour assurer l'équilibre actuariel au 31 décembre 2007 était de 23,21 % de la rémunération considérée aux fins de la pension – le taux de cotisation effectif étant de 23,7 %. Les évaluations arrêtées au 31 décembre 2005, 31 décembre 2003, 31 décembre 2001, 31 décembre 1999 et 31 décembre 1997 avaient fait apparaître des excédents de 1,29 %, 1,14 %, 2,92 %, 4,25 % et 0,36 %, respectivement, de la rémunération considérée aux fins de la pension. Les évaluations sont fondées sur diverses hypothèses économiques concernant le rendement futur des placements et l'inflation, et sur différentes séries d'hypothèses quant à la croissance des effectifs et la mortalité. Les résultats de l'évaluation actuarielle de la Caisse sont basés sur la méthode des agrégats avec entrants. L'évaluation ordinaire établie au 31 décembre 2007 reposait sur les trois hypothèses économiques suivantes: a) une hausse de 4,5 % par an de la rémunération considérée aux fins de la pension; b) un taux nominal de rendement des placements de 7,5 % par an; c) un taux d'inflation de 4 % par an, ainsi qu'une augmentation annuelle de 0,5 % du nombre de participants pendant les dix prochaines années, puis une stagnation les années suivantes. Ce type d'analyse est donc fondé sur des projections. Le graphique ci-après illustre les résultats des évaluations actuarielles ordinaires, établies sur la base de projections, pour les neuf dernières périodes d'évaluation :



Parallèlement à l'évaluation actuarielle, on calcule les ratios de capitalisation pour aider le Comité mixte à évaluer la situation de la Caisse sur la base des données **actuelles** et non de projections. Le ratio de capitalisation est le rapport entre les actifs actuels de la Caisse et la valeur des droits à prestations acquis (passif) à la date de l'évaluation, en supposant que le régime des pensions cesse d'exister à cette date. Pour ce qui est du passif au 31 décembre 2007, la situation financière de la Caisse a été jugée bonne, comme on l'avait déjà constaté lors des neuf évaluations antérieures. Le ratio de capitalisation, obtenu en divisant la valeur actuarielle des actifs (35 620,4 millions de dollars) par la valeur actuarielle des droits à prestations acquis (24 242,9 millions de dollars) est actuellement de 146,9 %. La marge de sécurité est donc de 46,9 %. Le ratio est inférieur si l'on tient compte du système en vigueur qui prévoit l'ajustement des prestations pour compenser l'inflation. Le tableau ci-après indique les ratios de capitalisation pour les années 1990 à 2007, calculés avec et sans ajustement des pensions.

RATIOS DE CAPITALISATION CALCULÉS LORS DES ÉVALUATIONS ARRÊTÉES AU 31 DÉCEMBRE PENDANT LA PÉRIODE 1990 2007

	1990	1993	1995	1997	1999	2001	2003	2005	2007
Sans ajustement des pensions	131	136	132	141	180	161	145	140	147
Avec ajustement des pensions	77	81	81	88	113	106	95	92	95

D'après les résultats de la dernière évaluation actuarielle, le Comité d'actuaire et l'Actuaire-conseil ont jugé que le taux de cotisation actuel, à savoir 23,7 %, était suffisant pour permettre à la Caisse de faire face à ses obligations en matière de pensions.



QUELQUES DATES IMPORTANTES

Le Comité mixte tiendra sa prochaine session du 10 au 18 juillet 2008, au siège du Fonds international de développement agricole (FIDA) à Rome. Le Comité des placements se réunira cinq fois en 2008. Le Comité des actuaires tiendra sa réunion ordinaire annuelle en juin 2008, pour examiner la vingt neuvième évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2007.

DOCUMENTS D'ORIENTATION

Conformément à la Charte de gestion adoptée en 2001, des documents ont été publiés dans les domaines suivants: gestion de la qualité, communications, sécurité de l'information, contrôle interne, charte d'audit interne, stratégie et procédures d'investissement, développement durable et politique de gestion globale des risques.

GOUVERNANCE

Le Comité d'audit créé en 2006 par le Comité mixte a tenu ses premières réunions en 2007. En 2007, pour la première fois, le Comité mixte a examiné un rapport d'audit interne sur les mécanismes de gouvernance du Fonds.

FONDS DE SECOURS

La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies dispose d'un fonds de secours qui est alimenté par la Caisse et des contributions volontaires à concurrence d'un montant de 200 000 dollars pour chaque exercice biennal. Il a pour objet d'offrir une aide financière aux bénéficiaires d'une prestation périodique de la Caisse et vise à venir en aide aux personnes qui traversent une situation particulièrement difficile pour cause de maladie, d'infirmité, ou pour d'autres raisons, notamment pour faire face à des frais de funérailles. Les demandes d'intervention du Fonds de secours sont examinées en l'absence de règles rigides, plusieurs facteurs étant pris en compte, dont l'âge, le nombre d'années d'affiliation, le montant de la prestation de la Caisse, le pays de résidence du retraité, la possibilité d'accès à une assurance, l'existence éventuelle d'autres sources de revenus ou d'aide et le contexte dans lequel s'inscrivent les dépenses.

PRINCIPAUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET DES COMITÉS:

COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES (JUILLET 2007)

Président:	Mme V. M. González Posse [Représentante de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU)]
Premier Vice Président	M. S. Tabusa [Représentant du Chef de secrétariat de l'Organisation internationale du Travail (OIT)]
Deuxième Vice Président	M. M. Pace [Représentant des participants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)]
Rapporteur	M. Q.L. Sim [Représentant des participants de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)]

COMITÉ PERMANENT DU COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES (JUILLET 2007)

Président:	M. S. Tabusa [Représentant du Chef de secrétariat de l'Organisation internationale du Travail (OIT)]
Premier Vice Président	M. A.O. Adeniyi [Représentant des participants de l'Organisation des Nations Unies (ONU)]
Deuxième Vice Président	M. G. Kuntzle [Représentant de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU)]

COMITÉ DES PLACEMENTS (2007)

Président:	M. W. McDonough
REPRÉSENTANT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LES PLACEMENTS DE LA CAISSE	
Représentant:	M. W. Sach

ADMINISTRATION DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Administrateur	M. B. Cochemé
Administrateur adjoint	M. S. Arvizu
Directeur du Service de la gestion des placements	Mme. S. Bishopric
Chef des opérations	M. A. Blythe
Chef du Bureau de Genève	Mme. R. De Leers
Chef de l'information	M. P. Dooley

COMITÉ DES ACTUAIRES

Président:	M. J. Král
Vice Président	M. D. Latulippe
Rapporteur	M. H. Pérez Montás

Buck Consultants, Inc.

ACTUAIRE CONSEIL

COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC LA CAISSE DES PENSIONS

Pour plus de détails concernant la Caisse des pensions,
consultez son site Web : www.unjspf.org



New York

Par téléphone : +1 (212) 963 69 31
Par fax : +1 (212) 963 31 46
Par email : unjspf@un.org
En personne : *37^e étage, 1DHP

Par courrier : UNJSPF-CCPPNU
c/o United Nations
P.O. Box 5036
New York, NY 10017
États Unis

*Si vous voulez nous rendre visite dans nos bureaux à New York, la Caisse se trouve au 1, Dag Hammarskjöld Plaza (DHP), au coin de la 48^e Rue et de la Seconde Avenue, au 37^e étage.

Genève

Par téléphone : +41 (0) 22 928 88 00
Par fax : +41 (0) 22 928 90 99
Par email : jspfgva@unog.ch
En personne : *Bâtiment DuPont de Nemours
Chemin du Pavillon 2
1218 Grand Saconnex
Suisse

Par courrier: UNJSPF-CCPPNU
c/o Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse

*Si vous comptez vous rendre à la Caisse en personne, veuillez noter que le bureau de Genève est ouvert tous les jours (sauf les jeudis) de 8 h 30 à 17 heures. Il est recommandé d'appeler le +41 22 928 88 00 ou d'envoyer un message électronique pour prendre rendez-vous (les rendez vous durent généralement 30 minutes).